



Comité Suisse-Vietnam pour la Liberté et la Démocratie (COSUNAM)

Madame la Députée,
Monsieur le Député,

Savez-vous que derrière l'image touristique et accueillante du Vietnam se cache l'un des derniers régimes totalitaires de la planète, tout à fait digne de la Corée du Nord ou de la Birmanie, régulièrement dénoncées dans les médias?

Savez-vous que la Suisse officielle, ainsi que les autorités genevoises et singulièrement la Ville de Genève, se préparent à fêter en grande pompe, en compagnie des représentants de l'ambassade vietnamienne, le 50^e anniversaire des Accords de Genève, qui non seulement n'ont pas été respectés, mais ont directement abouti à la mort, l'exode, l'emprisonnement et l'asservissement de millions de Vietnamiens?

La communauté vietnamienne qui vit et travaille en Suisse et dans les autres pays démocratiques ressent comme une insulte l'appui et le respect témoignés par nos autorités à un régime qui continue aujourd'hui à interdire toute libre expression politique ou religieuse, et qui ajoute une corruption omniprésente à une répression policière féroce.

Comme pour d'autres pays, dirons-nous, direz-vous un jour: «On ne pouvait pas savoir», «On n'était pas informé»? Vous pouvez aujourd'hui agir en demandant, comme le fait depuis plus de 14 ans notre Comité Suisse-Vietnam, une transition pacifique vers le multipartisme et la démocratie réelle au Vietnam. Le simple respect de libertés dont sont privés les Vietnamiens. Régime affaibli et isolé, le gouvernement à parti unique actuel ne survit que grâce au fait que l'on ignore ou que l'on veuille ignorer l'absence de syndicats, l'emprisonnement des opposants ou des simples suspects, la mortalité infantile et la misère côtoyant l'enrichissement insensé des apparatchiks.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire, et vous prions de nous renvoyer par fax (022 307 0229) ou par courrier (COSUNAM, Case postale 3767, 1211 Genève 3) le texte de l'appel ci-joint muni de votre signature, ou encore de nous adresser votre OK par mail (info@cosunam.ch). En 2004, il n'est plus possible d'admettre qu'un régime totalitaire reçoive l'hommage de nos autorités! Par avance, merci de votre engagement en faveur de la liberté et de la démocratie.

COSUNAM

Luy Nguyen Tang
Secrétaire Général

Thierry Oppikofer
Président

APPEL DE GENEVE 2004 POUR LA DEMOCRATIE AU VIETNAM

La Suisse, et singulièrement la Ville de Genève, se préparent à célébrer le 50^e anniversaire des Accords de Genève, mettant fin à la Guerre d'Indochine. Ces accords, conclus en juillet 1954, ont certes eu pour effet de clôturer la période coloniale française, mais ils ont abouti à la partition du Vietnam en deux Etats distincts, le Vietnam du Nord aussitôt transformé en Etat totalitaire de type stalinien, et le Vietnam du Sud, alors dirigé par l'empereur Bao Dai.

Un référendum est prévu en 1956, supposé aboutir à la réunification. Mais à peine installé au pouvoir, le Parti communiste vietnamien lance une offensive de guérilla contre le Sud, qui aboutira à la Guerre du Vietnam, conclue par la victoire du Nord en 1975, l'installation d'un régime à parti unique dans tout le pays, la création d'un univers concentrationnaire assorti d'un système policier impitoyable et l'exode de plusieurs millions de Vietnamiens, dont les tragiquement célèbres «boat-people».

Aujourd'hui, en 2004, ce régime est toujours au pouvoir. Aucune des libertés fondamentales n'est garantie au peuple vietnamien, héritier d'une culture de cinq millénaires. Pauvreté et malnutrition règnent, tandis que les apparatchiks profitent d'une prétendue «libéralisation économique» qui aboutit à généraliser la corruption et à cumuler les défauts du totalitarisme communiste et du libéralisme sauvage.

Comment la Suisse et Genève peuvent-ils célébrer, en compagnie des officiels vietnamiens du régime actuel, l'anniversaire d'Accords aboutissant à l'asservissement de tout un pays? Les signataires de cet Appel demandent aux autorités fédérales suisses, cantonales et municipales genevoises:

- de faire du respect des droits de la personne humaine au Vietnam la condition absolue de toute aide économique et de tout dialogue avec le régime actuel ;
- d'exiger des autorités vietnamiennes la levée des décrets autorisant la mise en prison de toute personne soupçonnée d'opposition au régime ;
- d'exiger l'instauration de la liberté d'opinion et de culte, la libération des milliers de prisonniers d'opinion et la fermeture des camps de travail et autres «prisons spéciales» ;
- d'exiger l'autorisation immédiate de syndicats et de partis politiques indépendants, ainsi que l'organisation d'élections libres ;
- de renoncer à festoyer, en compagnie de représentants d'un régime à parti unique, pour fêter des Accords dont les termes ont été bafoués et qui, en outre, ont abouti à la mort, à la déportation, à l'exode et à l'asservissement de millions de Vietnamiens.

Genève, mars 2004

Nom, titre et signature: